

CENTRE DE DOCUMENTATION ET D'ETUDES EUROPEENNES

SOMMAIRE

Introduction

Développement du milieu rural

FORMATION PROFESSIONNELLE ET DEVELOPPEMENT RURAL

Rapport final

Fondements d'un système de formation professionnelle stratégiquement engagé dans la promotion du développement des régions rurales en stagnation ou en déclin

Proposition d'action

**Rui Azevedo
Joaquim Azevedo
Xavier Gizard
Luís Imaginário
Juvenal Peneda**

Août 1988

INTRODUCTION

SOMMAIRE

Introduction rural, au Portugal, est confronté à un défi à court terme - celui de sa revitalisation. Un tel défi ne sera relevé que dans la mesure où il sera possible de dépasser quelques étranglements que l'on peut encore vérifier.

Développement du milieu rural l'organisation et du fonctionnement économique, social et culturel de ses communautés.

Formation professionnelle en milieu rural contribuer au lancement et à la manutention de dynamiques de développement à partir du moment où elle est en accord avec les objectifs des actions menées dans d'autres secteurs.

Fondements d'un système de formation professionnelle stratégiquement engagé dans la promotion du développement des régions rurales en stagnation ou en déclin

3. L'étude synthétisée dans ce rapport final, part exactement de l'identification des principales questions qui se posent au développement.

Proposition d'action en tenant en compte son évolution récente et la caractérisation de la situation actuelle (Annexe A). Ensuite, et en ce qui concerne la formation professionnelle en milieu rural, cette étude procède au bilan quantitatif et qualitatif de celle qui a été faite ces dernières années (Annexe B), à l'étude de cas (Annexe C) et à l'analyse d'expériences innovatrices (Annexe D). Enfin, sur la base des conclusions de ces annexes, cette étude présente un ensemble de principes qui doivent présider à la formation professionnelle à réaliser en milieu rural - fonctions finalités et destinataires, objectifs et critères d'efficacité - et sept propositions concrètes d'action, qui peuvent être l'étape suivante du travail réalisé.

DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL:

4. En face des caractéristiques les plus importants du monde rural au Portugal, la promotion de son développement devra passer par l'adoption d'une politique globale qui comprenne un ensemble d'actions en vue de

INTRODUCTION

1. Le monde rural, au Portugal, est confronté à un défi à court terme - celui de sa revitalisation. Un tel défi ne sera relevé que dans la mesure où il sera possible de dépasser quelques étranglements que l'on peut encore vérifier actuellement aux niveaux de l'organisation et du fonctionnement économique, social et culturel de ses communautés.

2. La formation professionnelle pourra contribuer au lancement et à la manutention de dynamiques de développement à partir du moment où elle est en accord avec les objectifs des actions menées dans d'autres secteurs, c'est-à-dire, lorsqu'elle est envisagée en tant que formation - développement.

3. L'étude synthétisée dans ce rapport final, part exactement de l'identification des principales questions qui se posent au développement du monde rural, en tenant en compte son évolution récente et la caractérisation de la situation actuelle (Annexe A). Ensuite, et en ce qui concerne la formation professionnelle en milieu rural, cette étude procède au bilan quantitatif et qualitatif de celle qui a été faite ces dernières années (Annexe B), à l'étude de cas (Annexe C) et à l'analyse d'expériences innovatrices (Annexe D). Enfin, sur la base des conclusions de ces annexes, cette étude présente un ensemble de principes qui doivent présider à la formation professionnelle à réaliser en milieu rural - fonctions, finalités et destinataires, objectifs et critères d'efficacité - et sept propositions concrètes d'action, qui peuvent être l'étape suivante du travail réalisé.

DEVELOPPEMENT DU MONDE RURAL

4. En face des caractéristiques les plus importants du monde rural au Portugal, la promotion de son développement devra passer par l'adoption d'une politique globale qui comprenne un ensemble d'actions en vue de:

(a) moderniser le secteur agricole, dans le but d'augmenter les niveaux de productivité et la qualité des produits, de façon à rendre possible la croissance du rendement disponible des agriculteurs et un meilleur approvisionnement du marché interne;

(b) diversifier l'économie rurale par l'émergence de nouvelles initiatives de base, par des activités dans les secteurs secondaires et tertiaire, qui mobilisent et valorisent les ressources endogènes et de cette façon développent les tissus productifs des communautés en milieu rural; parmi ces activités, les activités complémentaires de l'agriculture constituent de bonnes opportunités, entre autres, le tourisme rural, l'artisanat et les petites agro-industries familiales;

(c) développer l'esprit d'entreprise, surtout auprès de la population plus jeune, ceci étant une condition indispensable pour faire avancer le processus de diversification de l'économie;

(d) apporter une solution aux carences qui existent en équipements et en infrastructures, de façon à fixer les populations et à installer des unités économiques dans les communautés en milieu rural;

(e) créer un cadre local, régional et national de coopération inter-institutionnelle, de manière à permettre la concertation et la coordination de ressources aux niveaux de la conception, de l'exécution et le l'évaluation de programmes intégrés de développement du monde rural;

(f) valoriser les ressources humaines, de façon à stimuler la capacité d'initiative pour concevoir et mettre en place des projets, pour créer les liens à l'intérieur et à l'extérieur de la région, pour identifier des opportunités, pour jouer les rôles professionnels avec une plus grande efficacité et de manière plus gratifiante.

(d) le lien insuffisant entre des actions de formation et les dynamiques du développement régional et local, ceci étant le résultat de l'obéissance de l'offre de ces formations à la logique des ressources de formation disponibles et aux impératifs d'organisation et de fonctionnement des institutions de formation d'une part, et d'autre part du fait que ces dynamiques n'intègrent pas l'aspect formation professionnelle, bien que composante indissociable de sa réussite;

FORMATION PROFESSIONNELLE EN MILIEU RURAL

5. Le bilan de la pertinence de la formation professionnelle faite en vue de la promotion du développement du milieu rural, a mis en évidence des aspects négatifs et positifs, lesquels, d'ailleurs, apparaissent aussi dans les études de cas et dans les expériences innovatrices. Parmi les aspects négatifs, il ressort:

(a) la quasi-absence d'un système de traitement et de diffusion de l'information en ce qui concerne les formations menées ou tout simplement offertes; l'on sait que les données sont recueillies, mais aussi qu'elles ne sont pas traitées selon des critères uniformes, de telle manière qu'il devient pratiquement impossible, soit de caractériser les très diverses actions de formation (les populations-cible, les critères d'accès, les moyens d'évaluation, les conditions de vérification, les durées, les contenus pragmatiques, les méthodologies, la qualification des formateurs, la capacité de formation, les niveaux de qualification, entre autres), soit, par la force des choses, de les comparer, surtout dans une perspective nationale;

(b) la prédominance du contrôle administratif et financier, parfaitement louable par lui-même, mais réalisé trop fréquemment au détriment d'un soutien technico-pédagogique, ce qui, à son tour, a des conséquences au niveau de l'évaluation des formations, presque inexistante, tant en ce qui concerne le processus que les résultats;

(c) l'évidente désarticulation entre les actions de formation, ce qui donne lieu à des répétitions et à des lacunes, soit en des espaces géographiques, soit en des secteurs de formation, lesquelles provoquent une mauvaise utilisation des ressources;

(d) le lien insuffisant entre des actions de formation et les dynamiques du développement régional et local, ceci étant le résultat de l'obéissance de l'offre de ces formations à la logique des ressources de formation disponibles et aux impératifs d'organisation et de fonctionnement des institutions de formation d'une part, et d'autre part du fait que ces dynamiques n'intègrent pas l'aspect formation professionnelle, bien que composante indissociable de sa réussite;

(e) les carences en formateurs qui pénalisent de façon accentuée le monde rural, quel que soit le vecteur de formation professionnelle considéré, et les insuffisances tout au moins quantitatives, mais probablement aussi qualitatives, des actions de formation de formateurs; ces carences sont encore accentuées vu l'absence et/ou la désarticulation des structures vouées à intervenir, de manière systématique et intentionnelle dans cette formation de formateurs;

(f) enfin, comme conséquence aussi des aspects négatifs cités avant, la relative faible productivité des formations avec un impact limité sur l'emploi et même sur les possibilités d'emploi, pour ne pas dire la création de son propre emploi, ce qui probablement sera un indice de l'insuffisante qualité des formations réalisées.

6. Quant aux aspects positifs, il est important de souligner:

(a) l'augmentation très nette du volume de l'offre de la formation et même de la formation menée en milieu rural, dans n'importe lequel des vecteurs considérés, la variété des formations (qui ne se limitent pas au secteur primaire, ni, dans celui-ci aux compétences professionnelles dans le sens strict) d'une part, et d'autre part la diversité des entités engagées dans la formation (qui, du fait des soutiens financiers octroyés surtout par le Fonds Social Européen et par la Loi de Formation en Coopération, ont mobilisé des acteurs, pas spécialement appelés à le faire) sont particulièrement significatives;

(b) les potentialités du système d'apprentissage - coopération inter-ministérielle, régime d'alternance, structure modulable, engagement des partenaires sociaux et des municipalités - dont les caractéristiques les plus innovatrices iront également être présentes dans les écoles professionnelles; autant le système d'apprentissage que ces écoles constituent, de plus, des alternatives au système éducatif normal et sont ainsi des modalités de formation non régulière mais systématique; les écoles professionnelles pourront, par ailleurs, être aussi fréquentées, par exemple, par des travailleurs adultes et donc développer des formations de perfectionnement et reconversion professionnels;

(c) la mise en disponibilité des soutiens financiers, non utilisés intégralement d'ailleurs, ce qui pose la question de leur gestion, y compris la compatibilité entre des fonds divers;

(d) la croissante inclusion de modules sur la gestion, la création de son propre emploi et les possibilités d'emploi dans les actions de formation professionnelle, aussi bien de jeunes que d'adultes;

(e) la vérification des formations, avec attribution de la carte professionnelle respective, qui commence à être associée aux stages de formation, où, d'une manière ou d'une autre interviennent les directions régionales de l'agriculture;

(f) l'attention que, de plus en plus, est dispensée à l'exploration de la formation en activités complémentaires de l'agriculture, où l'artisanat et la conservation du patrimoine culturel gagnent de plus en plus de place, activités où se mènent des actions de formation qui atteignent un important nombre de stagiaires;

(g) le programme inter-régional de formation d'agents de développement, pour ce que cela signifie, soit comme préoccupation en soi-même de formation intentionnelle et systématique de tels professionnels, soit parce qu'il s'agit d'un souci partagé par plusieurs régions;

(h) l'engagement d'entreprises et d'associations commerciales et industrielles, quelques-unes créées récemment et dont le siège est en région rurale, dans les actions de formation.

FONDEMENTS D'UN SYSTÈME DE FORMATION PROFESSIONNELLE STRATEGIQUEMENT ENGAGÉ DANS LA PROMOTION DU DEVELOPPEMENT DES RÉGIONS RURALES EN STAGNATION OU EN DÉCLIN

7. Un système de formation-développement en milieu rural devra s'orienter vers la concrétisation de quatre grandes fonctions:

(a) participer à la définition des objectifs de développement d'une région donnée, tout en animant le processus d'identification d'objectifs;

(b) sensibiliser le milieu rural au développement ou, dit autrement, créer les conditions pour l'émergence d'une culture du développement;

(c) promouvoir des initiatives et des projets, suivre et soutenir les acteurs locaux, individuels ou collectifs, qui y sont engagés;

(d) donner une qualification à la population active pour l'exercice d'activités professionnelles.

8. L'accomplissement de ces fonctions s'articule avec le suivi de quatre finalités majeurs pour la formation professionnelle en milieu rural, qui d'ailleurs s'accordent avec leurs divers publics destinataires. Ce sont les suivants:

(a) qualifier les jeunes et les adultes sans distinction, pour l'exercice professionnel, en tenant en compte les opportunités d'emploi actuelles et à l'avenir, et qui découlent du processus de diversification de l'économie rurale;

(b) qualifier des jeunes pour la création de leur propre emploi en tenant en compte le lancement de nouvelles initiatives qui rendent possible la valorisation des ressources locales et le rapprochement des réseaux productifs des régions;

(c) qualifier les exploitants déjà installés en tenant en compte l'élargissement de l'échelle productive, le développement de nouveaux et de meilleurs produits et la conquête d'autres marchés, en augmentant de cette façon, l'offre d'emploi, au niveau régional;

(d) donner une qualification aux agents de l'administration locale, régionale et centrale en tenant en compte le soutien effectif et la participation de ces institutions dans le lancement et le suivi des dynamiques locales et régionales de développement.

9. Dans la perspective des vecteurs de formation professionnelle considérés - formation professionnelle agricole, formation professionnelle en activités complémentaires de l'agriculture, formation professionnelle en développement intégré et formation professionnelle en activités des

secteurs secondaire et tertiaire particulièrement importants dans le monde rural - et des fonctions vers l'accomplissement duquel elle devra s'orienter, les finalités et les destinataires identifiés ci-dessus sont définis en objectifs différenciés pour de tels vecteurs. Ils sont présentés ci-dessous.

10. Objectifs pour la formation professionnelle agricole: *exerce sa profession dans les activités complémentaires de l'agriculture*

(a) donner une qualification aux agriculteurs pour l'utilisation de nouvelles méthodes de gestion agricoles et de nouvelles techniques de culture et de transformation des produits, afin de promouvoir l'augmentation de productivité et l'amélioration de la qualité des produits du secteur;

(b) sensibiliser et faire prendre conscience aux agriculteurs des nouvelles possibilités et des conditions de développement de l'agriculture, surtout du rôle que leurs structures associatives peuvent jouer dans ce domaine;

(c) promouvoir l'acquisition d'habiletés et de compétences qui permettent (c) suivre et soutenir les promoteurs de projets agricoles pendant leur phase de mise en place et de consolidation;

(d) développer la capacité d'initiative et l'esprit d'entreprise dans l'agriculture, surtout auprès de la population la plus jeune;

(e) promouvoir la valorisation socio-professionnelle des agriculteurs, condition pour que la population plus jeune s'intéresse à l'agriculture;

populations respectives

(f) stimuler la formation des agents de l'administration et des structures associatives et coopératives du secteur pour l'exercice de fonctions techniques de consultation (assurer l'extension dans le secteur) et de formation.

11. Objectifs de la formation professionnelle en activités complémentaires de l'agriculture: *ruraux spécialement importants dans le monde rural*

(a) être capable d'identifier des opportunités pour le lancement d'initiatives d'activités complémentaires de l'agriculture;

secteurs secondaire et tertiaire, surtout dans des activités qui rentabilisent les ressources locales

(b) contribuer à l'émergence de promoteurs de projets dans de telles activités et leur rendre possible l'acquisition de compétences pour leur concrétisation;

la capacité d'initiative et d'entreprise, surtout parmi la population la plus jeune.

(c) suivre et soutenir les promoteurs de tels projets pendant leur phase de mise en place et de consolidation;

(d) promouvoir la création de leur propre emploi;

(e) donner une qualification à une main-d'oeuvre qui exerce sa profession dans les activités complémentaires de l'agriculture.

12. Objectifs de la formation professionnelle en développement intégré:

(a) contribuer à la définition de stratégies de développement de la région;

(b) coopérer avec les agents de l'administration dans leur interventions de soutien aux dynamiques de développement local et régional;

(c) promouvoir l'acquisition d'attitudes et de compétences qui permettent l'émergence d'initiatives et d'entreprises des populations, surtout de la part des plus jeunes;

(d) donner une qualification aux agents de développement capables de mobiliser des ressources, situer des compétences, stimuler des volontés, mettre en évidence des comportements qui soient tournés vers la résolution de problèmes qui valorisent les régions et contribuent à la fixation, en termes socialement utiles et personnellement gratifiants, des populations respectives;

(e) donner une qualification à des formateurs de façon à ce qu'ils acquièrent les compétences technico-pédagogiques nécessaires à la participation en des actions de formation-développement.

13. Objectifs de la formation professionnelle en activités des secteurs secondaire et tertiaire spécialement importants dans le monde rural:

(a) stimuler la diversification de l'économie des milieux ruraux, en favorisant le lancement d'initiatives dans les secteurs secondaire et tertiaire, surtout dans des activités qui rentabilisent les ressources locales et contribuent au renforcement du tissu productif local et régional;

(b) promouvoir la capacité d'initiative et d'entreprise, surtout parmi la population la plus jeune;

(c) favoriser l'émergence de nouvelles opportunités d'investissement et de nouveaux promoteurs;

(d) suivre et soutenir les promoteurs de projets pendant leur mise en place et leur consolidation;

(e) contribuer à l'élargissement de la base productive déjà en place dans les régions, par des actions auprès des entreprises qui favorisent l'expansion quantitative et qualitative du marché de l'emploi local et régional;

(f) donner une qualification à la main-d'oeuvre pour l'exercice d'une profession dans des activités des secteurs secondaire et tertiaire, découlant du processus de diversification économique des régions.

14. A partir des expériences les plus innovatrices, surtout, mais aussi sur la base du bilan quantitatif et qualitatif, il est possible de mettre en évidence les critères d'efficacité suivants, auxquels la formation-développement en milieu rural doit se référer:

(a) s'intégrer, de façon cohérente, intentionnelle et systématique dans le cadre des programmes de développement local et régional;

(b) être spécifique à la région, c'est-à-dire, différenciée et cohérente avec les besoins;

(c) prendre explicitement en considération les populations-cible et les destinataires concrets, en stimulant leur participation dans la conception, réalisation et évaluation des actions, en accord avec des pratiques pédagogiques qui privilégient des méthodologies d'alternance formation-travail;

(d) s'encadrer dans la coopération inter-institutionnelle comprenant, entre autres, des institutions de formation, des associations patronales et socio-professionnelles et des municipalités;

(e) être technologiquement innovatrice, aussi bien en ce qui concerne les contenus que le processus de formation;

(f) intégrer un système d'évaluation-régulation des actions;

(g) se baser et faire appel, aux niveaux local et régional, à la capacité des personnes et des organisations d'importance significative dans la communauté et en ce qui concerne la conception, négociation et exécution des actions.

(iii) Préparation d'instruments administratifs et financiers pour rendre compatibles les différents soutiens nationaux et communautaires à la formation professionnelle Cela consistera, avant tout, dans l'adoption, avec

PROPOSITIONS D'ACTION

15. L'ensemble de fondements qui doivent régir la formation professionnelle à mener en milieu rural, énumérés dans la perspective de la promotion de son développement et prenant en considération ce qui s'y fait déjà, sont rendus opérationnels au moyen de sept propositions concrètes d'action. Ces propositions, bien que présentées seulement à titre indicatif, et avec un caractère expérimental, peuvent représenter la suite et la concrétisation de l'étude réalisée et que ce rapport synthétise. Les voici:

(i) Préparation d'instruments de soutien à la prise de décision des acteurs locaux et régionaux pour la conception de programmes de formation-développement. Ils permettront d'identifier les actions à mener, surtout dans le cadre de la typologie des quatre vecteurs de formation professionnelle présentée, de spécifier leurs objectifs et de caractériser les destinataires respectifs. Ils prendront en considération trois aspects-clefs: les ressources humaines disponibles ou qui peuvent le devenir dans la région, l'activité économique et sociale actuelle de la région et ses perspectives de développement et le système de formation professionnelle qui existe.

(ii) Préparation de programmes de formation de formateurs et d'agents de développement en milieu rural. Ils devront faire l'inventaire, articuler et rendre compatibles des interventions, à présent dispersées dans des

institutions diverses. Ils viseront essentiellement à produire des modules pédagogiques et didactiques, adressés, bien souvent, à des professionnelles expérimentés et techniquement qualifiés, mais sans aucune préparation pédagogique auxquels il est important d'apporter la valeur de la composante formation. Ils comprendront nécessairement l'évaluation, que ce soit au niveau de l'ensemble des connaissances acquises, ou de la formation.

(iii) Préparation d'instruments administratifs et financiers pour rendre compatibles les différents soutiens nationaux et communautaires à la formation professionnelle. Cela consistera, avant tout, dans l'adoption, avec toutes ses conséquences, d'une autre logique d'investissement dans la formation professionnelle en milieu rural, qui mettra en avant la variable espace communautaire, local et régional, au détriment des variables sectorielles (activités économiques, traditions des institutions de formation, nature des fonds). Cela sera concrétisé, par exemple, par l'élaboration d'un "cahier des charges-type" pour les actions de formation professionnelle, auxquelles sera subordonné tout le processus administratif et financier.

(iv) Préparation d'un cadre de travail pour recueillir, traiter et diffuser systématiquement et régulièrement les informations sur des besoins de formation, formation offerte et réalisée et ressources engagés et mobilisables. Il s'agira d'un sous-système, adapté au monde rural, du système d'information sur les formations (systématiques et régulières, systématiques mais non régulières et ponctuelles ou à la demande) offertes et réalisées au Portugal. Dans la mise en place et la manutention de cette banque de données, les institutions de formation, surtout le Ministère de l'Education et l'Institut d'Emploi et de Formation Professionnelle, auront des responsabilités précises, le premier car il fournit le cadre d'intelligibilité pour toutes les formations, le second car il contrôle, au moyen de soutiens administratifs, financiers et technico-pédagogiques, une partie appréciable des formations non systématiques ni régulières, celles-là même sur lesquelles il est plus difficile d'obtenir des informations - mais l'Institut, avec son réseau de centres d'emploi et de formation professionnelle, sera particulièrement bien placé pour jouer un rôle prépondérant dans l'exécution de cette tâche. L'importance cruciale de la préparation d'un cadre de travail, découlera de la nécessité indispensable de définir un ensemble raisonnable de variables afin de traiter de façon

homogène et uniforme l'information à recueillir. En n'excluant pas l'éventuel besoin de définir des sous-ensembles (parmi lesquels, peut-être et justement pour la formation professionnellement en milieu rural), il sera important de considérer la caractérisation des formations (accès, durée, contenus pragmatiques, méthodologies, niveaux de qualification, évaluation, vérification secteurs de formation). Il sera également souhaitable de concevoir et mettre en action des mécanismes d'évaluation de la productivité des formations, surtout en termes de possibilités d'emploi et de pertinence par rapport à la création du propre emploi. (Nous avons évidemment conscience que cette proposition ne pourra se concrétiser pleinement qu'à moyen terme; toutefois, il est indispensable de commencer dès maintenant: d'une part, l'impossibilité de recueillir une partie de l'information est significative en soi-même, d'autre part, sans aucune information il devient impossible de préparer et de prendre des décisions importants pour la formation professionnelle en milieu rural.)

v) Préparation de l'émergence d'un interlocuteur national face à Bruxelles en matière de développement en monde rural. Il s'agira surtout de faire sentir auprès des autorités portugaises, le besoin d'identifier un seul interlocuteur en ce qui concerne la problématique du monde rural, qui, au niveau européen, prend de plus en plus d'importance. Cet interlocuteur aura la compétence de coordonner les politiques sectorielles ayant un impact dans le milieu rural, en les intégrant en vue de la promotion de son développement. (Des contacts pris, il semble que se soit le Ministère de la Planification et de l'Administration du Territoire qui réunisse les meilleures conditions pour devenir un tel interlocuteur, son titulaire présentant d'ailleurs une réceptivité à assumer ce rôle.)

(vi) Préparation d'un système d'accompagnement, évaluation et régulation des formations. Il deviendra un instrument de gestion des formations, ayant pour but la sauvegarde de sa qualité, surtout en termes de productivité. Il devra être en mesure de répondre, entre autres, aux questions suivants: ce qu'il faut évaluer (est-ce que les objectifs de la formation seront suffisamment clairs et définis afin de permettre une évaluation?), comment évaluer (quels sont les indicateurs les plus adaptés pour déterminer si les objectifs définis ont été atteints?), qui évalue (quels sont les moyens à engager dans le processus d'évaluation et quels sont leurs rôles respectifs?).

(vii) Préparation d'un nombre limité de programmes expérimentaux de formation-développement de mettre à l'épreuve les conditions d'exécutabilité des propositions antérieures et la pertinence de leurs résultats. Ce seront des programmes avec une durée de deux ans, à réaliser dans tout le pays, sur une base géographique correspondante à un groupement de municipalités; trois programmes dans la région Nord, deux dans le Centre et un dans chacune des régions de Lisbonne et Vallée du Tage, de l'Alentejo, de l'Algarve, région autonome de Madère et des Açores, soit un total de dix. Ces programmes seront un moyen de réponse au défi découlant de l'augmentation des mesures en vue de la promotion du monde rural, qui auront lieu à la suite des orientations inscrites dans le nouveau règlement-cadre des fonds structurels des Communautés, réponse qui ne pourra être réelle que si elle réussit à mobiliser, de manière intégrée, les diverses, bien que rares, ressources locales et régionales. Pour cela, les programmes proposés devront surtout former les acteurs locaux et régionaux, publics et privés, pour être en mesure d'identifier et de rendre opérationnels des opportunités et des objectifs de développement, de former des agents de développement pour animer, suivre et soutenir la mise en place et la consolidation de ces opportunités, de former des formateurs pour qu'ils donnent une qualification professionnelle à la main-d'oeuvre qui ira occuper les nouveaux emplois ou créer son propre emploi. Ce seront, de cette façon, des programmes de formation-développement organisés et mis en fonctionnement selon une perspective qui, dans notre manière de penser, s'identifie avec le diagnostic effectué dans cette étude d'une part, et d'autre part avec les solutions qui ont été mises en avant.